

HP rapatrierait un vrai trésor de guerre

HP, qui reste au centre d'une vive polémique, notamment dans l'Hexagone suite à l'annonce de la suppression de 6.000 postes en Europe, devrait rapatrier une bonne partie de ses profits réalisés à l'étranger, soit une somme de 14,5 milliards d'euros. D'autres multinationales comme le géant pharmaceutique Pfizer, Dupont, IBM ou Coca-Cola annoncent également le retour aux pays de leurs bénéficiaires. Explication: l'administration américaine a récemment mis en place une nouvelle mesure fiscale visant à inciter le rapatriement des profits « off shore ». Un 'cadeau' de George Bush accordé aux entreprises multinationales américaines à la veille de sa ré-élection. Pour l'année à venir, les entreprises américaines bénéficient d'un taux d'imposition sur les bénéfices chutant de 35 à 5,25%. Auparavant, l'administration US incitait indirectement les entreprises possédant des filiales à l'étranger à y laisser leurs profits. En effet, elles étaient dispensées de payer des impôts sur l'écart entre le taux d'imposition du pays étranger, parfois inférieur à 30%, et les 35 % applicables aux entreprises américaines. Les multinationales ont ainsi laissé enfler des sommes astronomiques hors des Etats-Unis. Cette baisse d'imposition, pour un an, est donc du pain béni, notamment pour les sociétés spécialisées dans la haute technologie qui sont bien implantées à l'étranger et dont les besoins en investissement sont importants. Les montants de ces rapatriements s'annoncent supérieurs aux estimations faites par le Congrès lorsque cette forme d'amnistie fiscale a été adoptée. Selon Le Figaro, ils n'ont cessé d'augmenter à mesure que le Trésor américain précisait les conditions d'éligibilité des profits concernés. La banque d'affaires JP Morgan a évalué que ces rapatriements -qui pourraient avoisiner les 400 milliards de dollars- contribueront à hauteur de 1 % à la croissance de l'économie américaine. D'après Le Figaro, ces montants seraient principalement affectés aux dépenses de retraites, au financement des investissements et à la... création d'emploi!

Lisez notre Dossier HP France : le feuilleton **La Commission répond à Jacques Chirac**

Énième rebondissement dans la joute qui oppose depuis deux jours le président français Jacques Chirac et la Commission européenne. Ce 4 octobre l'Élysée a explicitement reproché à Bruxelles de se désintéresser du dossier HP. Cet exemple d'immobilisme, a dit en substance le président, expliquerait la décote de l'Europe aux yeux des citoyens. « *C'est tout le contraire (...) Nous nous sommes mis en contact avec les autorités françaises* », a riposté le porte-parole de la Commission, Vladimir Splida. Le président de la Commission a répliqué, plus sèchement encore: il a critiqué l'ingérence des États dans la stratégie industrielle des entreprises. Et il a dénoncé « *ceux qui veulent attribuer aux institutions européennes un rôle de bouc-émissaire* ».